Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Vive-la-souverainete-des-peuples

Vive la souveraineté des peuples et des nations

- Union Européenne - Elections 2009 -



Date de mise en ligne : dimanche 20 décembre 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Le juriste Roland Weyl, une figure historique qui compte au sein du PCF, signataire du texte "Faire vivre et renforcer le PCF", nous livre son analyse des résultats des élections au parlement européen de juin 2009 (lu sur le blog des communistes de Clichy). Et pour lui, le problème de fond, celui qui est à l'origine de cette abstention massive, c'est bien l'absence de listes remettant en cause la supranationalité de l'U.E. et défendant la souveraineté du peuple en unissant les couleurs de la nation, de l'internationalisme et de la révolution.

Une abstention majoritaire, et un basculement à droite. Ces deux constatations n'en font qu'une, surtout si l'on retient aussi que c'est un phénomène qui ne se limite pas à un ou quelques pays, mais affecte l'ensemble des pays d'Europe.

Cela oblige à en faire une analyse qui se libère de toute éventuelle savante explication autojustificative des uns et des autres pour en comprendre la vraie leçon. Pour cela on ne peut pas faire l'économie de ce que, en dehors d'une droite nationaliste, aucune liste n'a remis en cause le principe même de l'Union Européenne Supranationale. Le Parlement Européen étant par lui-même une institution supranationale, le seul choix qui a été offert aux électeurs a été entre une Union Européenne supranationale à objectif libéral et une Union Européenne supranationale à objet social.

Ainsi, les citoyens des différents pays qui ne voulaient pas de cette Europe et dont l'expérience a renforcé leur sentiment de dessaisissement de leurs affaires n'avaient aucune possibilité de concrétiser leur choix, et seuls ont pu le faire ceux qui se reconnaissaient dans le nationalisme de droite, ou s'y sont hélas rabattus parce que c'était le seul qui leur offrait une alternative d'expression contre le supra-étatisme.

Autrement dit, ces élections ont démontré l'effet négatif produit par l'absence d'offre d'une alternative d'affranchissement du supra-étatisme sur la base d'une option d'indépendance et de maîtrise nationales, antagonistes du nationalisme de droite. Si l'on se réfère à toute l'Histoire contemporaine, il apparaît que tout le mal est venu de ce que les Partis communistes n'ont pas joué le rôle historique qui a toujours été le leur, c'est-à-dire de militer, à l'opposé du nationalisme xénophobe et conflictuel, pour un plein exercice de la souveraineté populaire dans le respect mutuel de la pluralité différente des peuples. Il serait salutaire de relire le discours par lequel, à Villeurbanne en 1933, Maurice Thorez exhortait les communistes à ne pas laisser la Marseillaise et le drapeau tricolore à la droite.

Ce fut l'âme de l'engagement majeur des communistes de tous les pays d'Europe dans la Résistance aux nazis, résistance où patriotisme et antifascisme étaient inséparables.

Ce fut l'âme de l'engagement des communistes français, au lendemain de la Libération, pour la restauration des moyens de notre économie nationale et de leur opposition consécutive à la mise en dépendance de l'économie états-unienne qu'a été le plan Marshal, puis de leur lutte victorieuse contre le projet de « Communauté Européenne de Défense ». En même temps, leur constante lutte aux cotés des peuples opprimés par le colonialisme français et leur militantisme pour la solidarité avec l'immigration et pour la coopération entre peuples égaux et libres rendaient impossible tout risque d'amalgame avec le nationalisme de droite.

Le délaissement de cet acquis fondamental, ayant une valeur identitaire, est d'autant plus dommageable que, loin d'être obsolète, c'est une donnée plus actuelle qu'elle l'a jamais été.

D'abord, la notion de souveraineté nationale n'est pas une vieille notion périmée. On ne dira jamais assez qu'il s'agit simplement de la notion de souveraineté populaire intégrant le pluralisme des peuples.

Copyright © Le Vénissian

Comme concept de base, la souveraineté populaire, fondée sur l'exercice permanent du pouvoir par le truchement d'élus qui n'en sont que les instruments, ne doit pas être confondue avec le populisme, délégation du pouvoir à la démagogie d'un chef suprême, dont elle est le contraire. Et la souveraineté nationale est l'exercice de la souveraineté populaire à l'échelle de la Nation. Elle s'oppose au nationalisme en ce qu'elle est (ou doit être) une base d'opposition non pas aux autres nations, mais à ce que la nation soit sous une maîtrise étrangère à celle du peuple. On ne peut pas en avoir une vue plus claire qu'en se référant à la valeur que lui donne la Charte des Nations Unies, qui en fait une composante substantielle de la légalité internationale qu'elle institue.

Quand son Préambule commence par « Nous Peuples des Nations Unies....avons décidé d'unir nos efforts....En conséquence, nos gouvernements ont signé la présente Charte », c'est
1) par l'utilisation de la première personne (« Nous »), la proclamation de la primauté des peuples (de leur souveraineté) et de ce que leurs gouvernements ne sont que les instruments de son exercice. C'est la proclamation de la souveraineté populaire à l'échelle mondiale.
2) par l'utilisation du pluriel, le constat qu'il n'y a pas UN peuple mondial mais des peuples différents répartis sur des territoires qu'ils sont seuls compétents pour administrer dans le respect mutuel de leurs compétences territoriales respectives. C'est la consécration de l'indissociabilité entre universalité et pluralité, impliquant la dimension nationale, égalitaire et multiple, de la souveraineté populaire.

Il y a là un progrès historique de civilisation. Le problème est que ce n'est à ce jour qu'une proclamation, car tout est fait pour faire ignorer ou oublier, précisément en raison du renversement de logique que cela constitue. C'est pourquoi aussi sa mise en réalité est conditionnée par le combat des peuples.

Et cela vaut évidemment pour l'Europe. Il n'y a pas UN peuple européen mais des peuples en Europe. En cela, les tentatives de prêcher des « Etats Unis d'Europe » selon le modèle des Etats-Unis d'Amérique sont dénuées de toute validité. En effet, même s'il y a des différences régionales entre les Etats du Sud et du Nord, les Etats-Unis d'Amérique ne sont guère que des subdivisions administratives, une sorte de décentralisation d'un Etat national unique, où existent certes des différences communautaires, mais transversales, et où les Etats ne résultent pas de la répartition géographique de l'exercice de leur compétence territoriale par des peuples différents. Alors qu'en Europe, il est clair qu'il en est tout autrement, les Etats s'étant historiquement constitués en fonction du passé identitaire de chaque peuple, dont cela a dialectiquement contribué à renforcer l'identité.

Il en résulte que s'il serait stupide et irréaliste de combattre toute idée de coopération des peuples d'Europe, comme ayant une solidarité (une sorte de dénominateur commun continental), ce ne peut pas être en les contraignant à se fondre dans une identité européenne unique, artificielle et négatrice de leurs identités différentes, leur soustrayant le pouvoir au profit d'organes lointains et étrangers, mais dans le respect libérateur et productif des principes de la Charte des Nations Unies « Nous peuples Unis des Nations d'Europe ».

La Charte d'ailleurs prévoit que les peuples peuvent constituer des organisations régionales, mais dans le respect de ses principes. Cela signifie que cela doit être sur la base de la maîtrise de chaque peuple sur ses affaires, dans le respect mutuel de leurs identités et souverainetés respectives, et essentiellement pour tisser entre eux des relations mutuelles.

On ne soulignera jamais assez qu'on ne peut coopérer que si on est multiple, car une unité ne coopère pas avec elle-même, pas plus qu'une unité ne peut avoir de respect mutuel avec elle-même.

Il doit être clair que dans les relations internationales, qui doivent être réellement « internationales », c'est-à-dire entre nations, l'organisation régionale doit être un plus, celui de relations régionales s'ajoutant aux relations mondiales, mais toujours dans le cadre de l'exercice par chacun de sa libre et égale souveraineté coopérante. Or tout ce qui est supranational est un moins, puisque cela retire à un peuple une partie de sa souveraineté.

Copyright © Le Vénissian

Le mot de Jaurès n'est pas périmé qui disait qu'un peu d'internationalisme éloigne de la patrie et que beaucoup d'internationalisme y ramène ?

Une Europe par en haut (« verticale ») ne peut être qu'une Europe de droite, et une Europe « de gauche » ne peut être qu'une Europe par en bas (« horizontale »). Seule une vue claire de cette alternative peut être la base oppositionnelle d'une participation contradictoire à une Europe d'en haut ; et le donner à voir, en offrir l'objectif, peut prendre un sens, mais faute de cela il est compréhensible que les peuples n'y en voient pas.

Le paradoxe est que ce vide est celui que les partis communistes avaient et auraient vocation de remplir, et l'enseignement des élections européennes doit être qu'il est urgent qu'ils retrouvent leurs sources, pour les Français celle de Babeuf, des auteurs de l'Internationale, de la Commune de Paris, pour les Tchèques celle de Jean Huss, pour les Italiens celle de Garibaldi, etc... Il est urgent de se rappeler qu'il n'y avait rien de chauvin et de nationaliste quand Vaillant-Couturier lançait « Nous continuons la France », quand Aragon, évoquant Gabriel Péri a écrit que l'Internationale continuait la Marseillaise, quand en 1961 à la dernière conférence mondiale des Partis communistes, Maurice Thorez vantait l'indépendance de chaque Parti dans sa relation avec tous les autres, dans la prise en compte de leurs différences d'attaches et d'ambitions et d'obligations nationales. Et il n'est pas indifférent que, alors, l'une des brochures des écoles de base du parti se soit appelée « classe et nation ».

Des émigrés de Coblenz contre les sans-culotte de Valmy, à la trahison des trusts et à leur « plutôt Hitler que le Front populaire », notre peuple n'a-t-il pas constamment vérifié qu'à chacune de ses périodes d'avancée dans la conquête de la maîtrise de ses affaires, ses maîtres en voie de leur dépossession sont allés chercher le secours de la coalition des sans-patrie. Et n'est-ce pas encore plus vrai à une époque où contre le capitalisme mondialisé substitué à la bourgeoisie d'antan, le front de classe s'est déplacé du prolétariat aux peuples entiers ?

La crise du PCF tient à la victoire idéologique de ses adversaires de tous bords qui se sont évertués à le travestir en section du Parti soviétique, mais il est de fait que toutes les grandes pages de son histoire ont été marquées par l'indissociabilité du combat révolutionnaire et du combat pour l'indépendance nationale, la maîtrise de ses affaires par notre peuple, fraternellement avec tous les autres.

Il est de fait que l'éventail des options offertes aux électeurs pour les élections européennes étaient entre une Europe sociale ou libérale mais en tout cas supranationale et dessaisissant les peuples de leurs affaires et une revendication nationaliste de l'indépendance nationale rétrograde, exclusive de souveraineté populaire, mais qu'il n'y en avait aucune qui relevât le drapeau unissant les couleurs de la nation, de l'internationalisme et de la révolution.

Il n'est pas possible de faire l'impasse sur la relation possible entre ce manque et le caractère massif des abstentions. Alors peut-être mesurerait-on que ce ne sont pas seulement les communistes qui s'en sont mutilés, mais le peuple qui en est devenu orphelin, alors que tout démontre qu'il en a besoin, que ce rôle reste à assumer, et que c'est celui, naturel et consubstantiel d'un Parti communiste.

Roland Weyl
(tiré du blog des communistes de Clichy)

Copyright © Le Vénissian